

LE POUVOIR QUI VIENDRA

Comment l'intelligence artificielle redessine qui commande — et pourquoi la démocratie n'est pas équipée pour répondre. Un parcours en huit arguments.

JULIAN THOMAS FAIRWEATHER · UN FOR THE PEOPLE

La plus grande redistribution du pouvoir de l'histoire moderne est en cours, maintenant. Elle ne passe pas par des révolutions ni par des guerres. Elle passe par du code, des données et de la dépendance — si graduellement que nous la voyons à peine. Et quand nous la verrons clairement, il sera peut-être trop tard pour l'inverser.

LE POINT DE DÉPART

1 L'EFFICACITÉ EST RÉELLE. LE PROBLÈME, C'EST QUI ENCAISSE.

Tout commence par une promesse concrète : l'IA rend les entreprises plus efficaces. Ce n'est pas de la propagande — c'est vrai. Une entreprise qui remplace cent employés par des systèmes d'IA à

production égale réduit ses coûts, accélère ses processus, monte en charge sans embaucher. Pour un actionnaire, c'est le rêve. Pour une économie, c'est le début d'un problème que les révolutions technologiques précédentes n'avaient jamais posé avec cette netteté.

Les automatisations précédentes déplaçaient les travailleurs vers de nouveaux secteurs : la mécanisation agricole vers l'industrie, l'automatisation industrielle vers les services, les services de base vers les emplois cognitifs. À chaque fois, il existait un « niveau supérieur » vers lequel migrer. **L'IA attaque simultanément tous les niveaux.** Elle ne remplace pas seulement les muscles — elle remplace l'analyse, l'écriture, le raisonnement, la communication. Les emplois cognitifs vers lesquels les générations précédentes s'étaient dirigées sont précisément ceux qui subissent aujourd'hui la plus forte pression.

Pour la première fois dans l'histoire de l'automatisation, il n'y a plus d'étage supérieur où se réfugier. Le refuge s'est épuisé.

Les gains de productivité sont réels. Le problème n'est pas que l'IA ne fonctionne pas — c'est que ses fruits se concentrent chez les détenteurs du capital, tandis que le coût de la transition est reporté sur les travailleurs, sur les communautés qui dépendent de certains secteurs, et sur les gouvernements qui voient s'évaporer les recettes fiscales du travail — le socle sur lequel reposent la santé, les retraites et l'éducation publique.

POINT CRITIQUE

Aucun mécanisme de marché ne redistribue automatiquement les gains de productivité. Cette redistribution exige des choix politiques délibérés. Et ces choix exigent des démocraties fonctionnelles — précisément les institutions que la concentration technologique est en train d'éroder.

D'OUTIL À INFRASTRUCTURE. D'ENTREPRISE À SEIGNEUR FÉODAL.

Le basculement décisif n'est pas économique — il est structurel. Il y a une différence fondamentale entre posséder un outil et posséder une infrastructure. Un outil, on l'utilise ou non. Une infrastructure devient la condition de possibilité de tout le reste : qui contrôle l'aqueduc contrôle la ville, qui contrôle le réseau électrique contrôle l'industrie, qui contrôle les communications contrôle le discours public.

L'IA est en train de devenir cette infrastructure pour l'économie cognitive mondiale. Non pas un logiciel parmi d'autres, mais le substrat sur lequel tournent les décisions d'entreprise, la production de contenus, la recherche scientifique, le diagnostic médical, les systèmes juridiques, les évaluations financières. Quand une technologie entre dans cette catégorie — critique, indispensable, sans alternative praticable — qui la contrôle acquiert un type de pouvoir sans équivalent dans l'histoire récente.

Cinq ou six entreprises contrôlent les modèles fondationnels sur lesquels tourne presque toute cette infrastructure. **Elles n'ont pas été élues. Elles ne peuvent pas être révoquées. Elles ne répondent d'aucun démos.** Elles décident quelles valeurs sont incorporées dans les modèles, quels contenus sont filtrés, qui accède aux outils les plus puissants et à quel prix, comment sont entraînés les systèmes que nous utilisons pour comprendre le monde.

Le pouvoir sur la pensée est plus profond que le pouvoir sur la production. Qui contrôle les systèmes que nous utilisons pour comprendre la réalité contrôle, en définitive, l'horizon de ce que nous croyons possible de demander.

Tocqueville décrivait en 1835 le « despotisme doux » : un pouvoir qui n'opprime pas brutalement, mais enveloppe, guide, simplifie — jusqu'à rendre inutile l'exercice de la volonté individuelle. Il écrivait en pensant à la bureaucratie d'État. Sa description s'applique aujourd'hui avec une précision presque troublante à un certain type de technocratie numérique : elle n'interdit rien ; elle optimise, filtre, suggère — jusqu'à ce que l'on n'arrive plus à imaginer faire autrement.

POINT CRITIQUE

La concentration de l'IA n'est pas seulement économique — elle est épistémique. Un monopole sur l'acier vous fait payer l'acier plus cher. Un monopole sur l'infrastructure cognitive influe sur **ce que vous savez, comment vous pensez, et ce que vous croyez pouvoir exiger**. Il n'existe pas d'équivalent historique direct.

3

LE NŒUD QUI RELIE TOUT

L'OLIGARCHIE PRIVÉE N'EST PAS NEUTRE. ELLE EST AMÉRICAINE.

Jusqu'ici, cela pourrait ressembler à un problème de marché : quelques entreprises trop puissantes, à réguler comme on a régulé le pétrole ou les chemins de fer. Mais il existe une variable qui brise cette analogie et rend le problème incomparablement plus difficile : ces entreprises ne sont pas des entités apatrides. Elles sont américaines. Et leurs équivalents chinois sont, directement ou indirectement, des instruments de l'État chinois.

OpenAI, Anthropic, Google DeepMind, Meta AI opèrent dans le périmètre des intérêts stratégiques américains. Ils reçoivent des contrats du Pentagone. Leurs fondateurs circulent entre la Maison-

Blanche, le Sénat et les agences de renseignement. Cela ne signifie pas qu'ils sont des marionnettes de l'État — leur autonomie opérationnelle est immense — mais cela signifie que la **concentration du pouvoir privé de l'IA et la compétition géopolitique entre États ne sont pas deux problèmes séparés. Ils sont le même problème vu sous des angles différents.**

Quand vous réglez le cas d'OpenAI, vous ne réglez pas seulement celui d'une entreprise. Vous touchez à l'infrastructure stratégique américaine à un moment où les États-Unis sont en guerre technologique avec la Chine. Cela explique pourquoi la régulation est si lente : chaque proposition sérieuse se heurte au veto implicite de la sécurité nationale.

Du côté chinois, la structure est symétrique mais plus explicite : Baidu, Alibaba, Tencent, Huawei ne sont pas des entreprises qui opèrent sur le marché et paient des impôts — ce sont des instruments de la stratégie de pouvoir du Parti. Données, modèles, infrastructures d'IA sont des ressources stratégiques de la République populaire, disponibles pour l'État quand l'État en a besoin.

Le résultat est que le monde développe une infrastructure cognitive mondiale profondément divisée en deux blocs géopolitiques incompatibles — avec un troisième espace, l'espace européen, qui n'a encore ni l'échelle ni la volonté pour construire quelque chose qui lui soit propre.

POINT CRITIQUE – LE BLOCAGE STRUCTUREL

Toute proposition de gouvernance démocratique de l'IA se heurte immédiatement à deux véto : l'américain ("pas maintenant, nous sommes en train de gagner la guerre contre la Chine") et le chinois ("ça ne nous intéresse pas, c'est un outil de notre pouvoir"). **L'absence de règles n'est pas un hasard. C'est le résultat d'intérêts puissants qui préfèrent l'absence de règles.**

4

USA CONTRE CHINE : UNE COURSE QUI DÉVORE CHAQUE RÈGLE.

Les États-Unis et la Chine vivent l'IA comme une course aux armements au sens littéral. Le Pentagone la traite comme une infrastructure militaire critique. Le Parti communiste chinois a déclaré le leadership dans l'IA objectif stratégique national d'ici 2030. Quand deux grandes puissances cadrent une technologie en ces termes, la logique qui prévaut n'est pas « comment la rendons-nous sûre et distribuée » mais « comment la gagnons-nous avant que l'autre ne le fasse. »

Cette logique est dévastatrice pour toute tentative de gouvernance internationale. Chaque proposition de régulation mondiale se heurte à l'objection : « si nous nous auto-limitons et eux non, nous perdons. » C'est le schéma du désarmement nucléaire — avec une différence cruciale : les armes nucléaires étaient physiquement dénombrables et vérifiables. Les modèles d'IA ne le sont pas.

Les deux modèles qui s'affrontent ne sont pas seulement technologiques — ce sont des visions de ce que l'IA doit faire dans le monde. Le modèle américain : oligarchie privée avec influence étatique. Le modèle chinois : instrument étatique de contrôle interne et externe. Aucun des deux n'est conçu pour les citoyens.

Il existe aussi une asymétrie structurelle rarement nommée : la Chine a accès à des quantités de données comportementales qu'aucune démocratie ne peut légalement collecter, car elle n'a aucune contrainte de confidentialité. Les démocraties concourent avec une main dans le dos. La mauvaise réponse — dissoudre les protections

de la vie privée pour rester dans la course — détruit précisément ce qu'elle prétend protéger.

POINT CRITIQUE – L'EFFET DOMINO

De nombreux gouvernements autoritaires dans le monde regardent la Chine et y voient quelque chose d'attrayant : une technologie qui renforce le contrôle au lieu de le menacer. **La compétition USA-Chine ne produit pas un vainqueur démocratique — elle produit la diffusion mondiale des deux modèles de pouvoir concentré.**

LE TROISIÈME ACTEUR

5

L'EUROPE DANS L'ANGLE : SOUVERAINETÉ DE FAÇADE, DÉPENDANCE RÉELLE.

L'Europe se retrouve comprimée entre trois projets de puissance — Trump, Poutine, Xi — qui ont tous en commun une chose : ils voient l'Europe spécifiquement comme un problème à neutraliser plutôt que comme un interlocuteur à respecter. Et tous trois préfèrent traiter avec les États européens séparément plutôt qu'avec une Europe unie, car avec l'Allemagne on peut conclure un accord énergétique, avec la Hongrie on peut acheter un veto, avec l'Italie on peut proposer des infrastructures — mais avec l'Europe unie on ne peut faire aucune de ces choses.

La fragmentation européenne n'est pas une conséquence de la pression extérieure. Elle en est l'objectif. La maintenir fragmentée est la stratégie la plus efficace que les rivaux de l'Europe puissent poursuivre — et ils la poursuivent systématiquement.

Le paradoxe, c'est que les gouvernements nationaux européens défendent la souveraineté comme si elle était encore une réalité. Elle ne l'est plus. La France ne décide pas seule de sa politique

énergétique. L'Allemagne ne décide pas seule de sa politique industrielle. L'Italie ne décide pas seule de sa politique migratoire. Les chaînes de dépendance traversent l'Atlantique, l'Asie centrale, le Golfe. La souveraineté nationale européenne en 2026 est en grande partie une souveraineté de façade : les gouvernements ont la forme du pouvoir — parlements, élections, ministères — sans la substance. La substance est ailleurs.

L'alternative à la souveraineté européenne n'est pas la souveraineté nationale. C'est la dépendance non organisée envers des puissances qui ne doivent rendre de comptes à aucun citoyen européen.

L'Europe possède encore quelque chose d'une valeur immense : 450 millions de consommateurs au fort pouvoir d'achat, les meilleures universités du monde aux côtés des États-Unis, et une légitimité normative mondiale réelle — quand l'Europe fixe une norme, le monde l'écoute. Ce levier existe encore. Dans dix ans, si le fossé technologique et démographique continue de se creuser, il pourrait ne plus exister. **La fenêtre se ferme silencieusement.**

POINT CRITIQUE

L'Europe est la seule entité qui tente de construire un troisième modèle — régulé, orienté vers les droits. Elle est lente, fragmentée, et accuse un retard industriel considérable. Mais si elle échoue, il n'y aura plus aucun modèle alternatif à montrer au monde.

LA RÉPONSE SUR LE TERRAIN

6

LE RHINE GROUP : NÉCESSAIRE, PARADOXAL, URGENT.

Du 20 au 23 septembre 2026, Mario Draghi et Patrick Collison — les deux coprésidents, avec Luis Garicano comme directeur exécutif — ont réuni à Baden-Baden le Rhine Group : des prix Nobel (Aghion, Holmström), d'anciens ministres (Le Maire), des fondateurs tech (Niel d'Iliad, Lütke de Shopify), les directeurs du Financial Times et de The Economist. Trois jours de discussions sous règle de Chatham House, aucun procès-verbal, siège social à Genève. La Commission européenne « sait très peu de choses ».

Pourquoi Draghi a-t-il choisi cette voie ? Non par préférence idéologique pour les salles fermées. Il avait déjà essayé la voie canoniquement correcte : son rapport sur la compétitivité européenne, présenté à la Commission en septembre 2024, était un document de 400 pages, circonstancié, fondé sur des données, avec des propositions concrètes. Il a fait l'actualité pendant une semaine. Puis il a disparu dans les archives institutionnelles de l'UE — cité, loué, ignoré. Les institutions elles-mêmes qui auraient dû le mettre en œuvre étaient trop fragmentées, trop lentes, trop paralysées par les vétos nationaux pour agir concrètement.

Le Rhine Group est né de l'épuisement de la voie institutionnelle. Si la Commission ne peut pas se mouvoir assez vite, peut-être qu'un réseau informel de personnes disposant d'une crédibilité et d'un capital politique suffisants peut contraindre les institutions à écouter. Ce n'est pas un choix élégant. C'est le choix de quelqu'un qui a vu les options ordinaires échouer.

Draghi sait mieux que quiconque combien de temps il reste à l'Europe. Il a déjà sauvé l'euro en 2012 par trois mots — « whatever it takes » — en opérant aux limites de ses compétences institutionnelles, à un moment où les institutions ordinaires étaient paralysées. Il fait la même chose à nouveau. Mais cette fois le problème est plus grand et la fenêtre plus étroite.

La comparaison avec la réunion du Britannia en 1992 n'est pas rassurante : cette réunion secrète avait précédé une saison de privatisations qui avait structurellement transformé l'économie italienne sans que les parlements aient eu voix au chapitre. Mais la comparaison a une limite : en 1992, l'urgence était discutable. Aujourd'hui, elle ne l'est plus. **Si l'Europe ne construit pas une capacité d'IA souveraine dans les cinq prochaines années, elle ne le fera jamais** — les dépendances technologiques se consolideront au point de rendre toute alternative praticable impossible.

Le paradoxe demeure : nous construisons une réponse à la crise démocratique produite par la concentration du pouvoir technocratique en utilisant précisément les outils de la concentration du pouvoir technocratique. Mais entre une Europe qui se sauve ainsi et une Europe qui attend un processus parfaitement démocratique pendant qu'elle se vide, le choix n'est pas difficile.

POINT CRITIQUE – L'URGENCE EXISTENTIELLE

Le Rhine Group est imparfait, opaque, paradoxal. Et il est probablement **la dernière occasion réelle qu'a l'Europe de construire quelque chose qui lui appartienne avant que la fenêtre se referme définitivement**. Ceux qui le critiquent uniquement sur la méthode, sans proposer une alternative à la même vitesse, choisissent la pureté procédurale sur la survie stratégique. Ce n'est pas une position défendable.

LE NŒUD FINAL

7

LES RÉPONSES EXISTENT. LE PROBLÈME, C'EST QUI LES AUTORISE.

Les solutions techniques et politiques au problème de la concentration de l'IA ne sont pas mystérieuses. Elles sont débattues

depuis des années, dans certains cas déjà expérimentées à petite échelle. Le problème n'est pas le manque d'idées — c'est le manque de mandat démocratique pour les mettre en œuvre à l'échelle et à la vitesse nécessaires.

Taxer le capital IA pour redistribuer les gains de productivité aux travailleurs déplacés. **Revenu universel de base** financé par les superprofits de l'automatisation. **Réduction du temps de travail** comme moyen de partager la productivité comme temps collectif plutôt que comme profit privé. **Investissement public massif** dans tout ce que l'IA ne peut pas ou ne devrait pas faire — soin, éducation, lien humain, écologie. **Gouvernance internationale contraignante** avec de véritables mécanismes de vérification, non des déclarations d'intention.

Aucune de ces mesures n'est techniquement impossible. Toutes sont politiquement quasi impossibles à court terme, pour une raison précise : les systèmes démocratiques existants ont été conçus pour des vitesses de changement bien inférieures à celles qu'impose l'IA. Le cycle électoral est de quatre ans. Le cycle d'innovation de l'IA est de six mois. Les institutions ne tiennent pas ce désalignement temporel.

Chaque jour qui passe sans choix politiques délibérés consolide davantage la trajectoire vers la concentration. Les fenêtres pour l'inverser se referment silencieusement, tandis que les dépendances s'approfondissent et que les alternatives deviennent moins praticables.

LA QUESTION QUI DEMEURE

La véritable question démocratique de l'époque n'est pas « comment nous protégeons-nous de l'IA. » C'est **qui décide qui décide**. Tant que cette question n'aura pas de réponse démocratique — ni technocratique, ni de marché, ni géopolitique — tout le reste est gestion de l'urgence. Nécessaire. Mais insuffisant.

LA DÉMOCRATIE N'EST PAS ÉQUIPÉE. MAIS CE N'EST PAS IRRÉVERSIBLE.

Il existe une tentation intellectuelle à laquelle ce pamphlet veut résister jusqu'au bout : celle de conclure avec la catastrophe comme seul horizon. La concentration du pouvoir de l'IA est réelle, la compétition géopolitique est réelle, la fragilité des institutions démocratiques est réelle. Mais l'histoire des démocraties est aussi l'histoire d'institutions brisées et reconstruites, de déséquilibres de pouvoir qui semblaient permanents et ne l'étaient pas.

Les monopoles de l'acier et du pétrole qui semblaient invincibles à la fin du XIXe siècle ont été démantelés — non par le marché, mais par la volonté politique de sociétés qui avaient décidé que cette concentration était inacceptable. Ces mêmes sociétés qui avaient produit les monopoles ont aussi produit les outils pour les contenir : lois antitrust, régulations, institutions publiques.

La différence aujourd'hui, c'est la vitesse. Et la vitesse requiert quelque chose que les démocraties peinent à produire : un sentiment d'urgence collectif face à un problème invisible, intangible, qui arrive graduellement. **La démocratie est lente par conception — pour garantir délibération, consensus, réversibilité. Cette lenteur est une vertu en temps normal. En ce moment, c'est son principal point de vulnérabilité.**

Le problème ne se résout pas avec moins de démocratie — il se résout avec une démocratie plus capable de se mouvoir à la vitesse des problèmes qu'elle doit affronter. Cela ne s'est jamais produit spontanément. Ce fut toujours le résultat de crises suffisamment visibles pour mobiliser la volonté politique, conjuguées à la présence de personnes qui avaient déjà préparé les réponses.

TROIS VOIX, UNE QUESTION

COMMENT LES FONDATEURS RÉPONDRAIENT

La même question posée aux trois hommes qui, plus que quiconque, déterminent la trajectoire de l'IA mondiale : « Au moment où l'IA rendra les entreprises efficaces en remplaçant l'être humain, les propriétaires de l'IA deviendront de facto les maîtres du monde. Que répondez-vous ? » Ce qui suit est une reconstruction fondée sur leurs positions publiques documentées.

DARIO AMODEI

PDG & CO-FONDATEUR, ANTHROPIC

LA QUESTION

Je reconnais la tension. Anthropic a été fondée sur la prémisse que l'IA puissante est probablement inévitable, donc autant qu'elle soit construite par des personnes qui se soucient vraiment de la sécurité. C'est une logique cohérente en interne. Mais elle ne résout pas le problème que vous posez.

Le risque de concentration est réel. Nous sommes une public benefit corporation — c'est mieux qu'une société ordinaire, mais ce n'est pas un mécanisme démocratique. Aucun organe représentatif externe n'a de pouvoir réel sur les choix stratégiques d'Anthropic : comment le modèle est entraîné, quelles valeurs il incorpore, qui y a accès. Ces décisions, c'est nous qui les prenons.

Ma réponse honnête est qu'il faut trois choses simultanément : **une régulation internationale avec de vrais mécanismes de vérification** — non

des déclarations d'intention ; **une redistribution fiscale agressive** des gains de productivité de l'IA vers les travailleurs déplacés ; et une révision profonde de qui a accès aux outils les plus puissants. Mais ces réponses exigent des gouvernements qui aient la volonté et la capacité de les imposer. Et en ce moment, je ne les vois pas.

Le problème de la distribution économique n'est pas secondaire à la sécurité technique. Un monde où l'IA fonctionne parfaitement du point de vue de la sécurité mais détruit la classe moyenne mondiale sans redistribution est quand même un désastre. Je sais qu'Anthropic seule ne peut pas résoudre cela. Mais nous pouvons cesser de le traiter comme si c'était le problème de quelqu'un d'autre.

LA CONTRADICTION NON RÉSOLUE

Amodei reconnaît ouvertement le paradoxe : il fait partie des six ou sept individus qui, plus que quiconque, déterminent la trajectoire de l'IA mondiale, et il demande une régulation qui le limiterait. La logique du « mieux nous que d'autres moins responsables » est sincère — et elle ne résout pas la question démocratique.

SAM ALTMAN

PDG, OPENAI

LA QUESTION

Je comprends l'inquiétude, mais je pense que le cadre est erroné. L'histoire de la technologie est l'histoire d'une abondance qui se démocratise. Il y a cent ans, l'automobile était un privilège pour quelques-uns ; aujourd'hui elle est universelle. L'électricité, le téléphone, internet — à chaque fois, la concentration initiale a cédé la place à la diffusion. L'IA suivra le même chemin.

Ma vision, c'est que l'AGI comprime des décennies de progrès scientifique en quelques années. Des remèdes pour des maladies qui semblaient insolubles. Des solutions à la crise climatique. Une croissance économique qui réduit la pauvreté mondiale à une vitesse qu'aucune politique redistributive n'a jamais atteinte. **Le problème n'est pas que l'IA crée trop de**

richesse — c'est que les mécanismes de distribution existants ne sont pas équipés pour la redistribuer.

C'est pourquoi je défends le revenu universel de base financé par les profits de l'IA. OpenAI a une structure de profit plafonné précisément pour cela : les profits au-delà d'un certain seuil reviennent à la mission. L'objectif déclaré est que l'AGI profite à toute l'humanité, pas à ses propriétaires. Je le crois sincèrement.

Sur la concentration : oui, aujourd'hui cinq ou six entreprises ont le leadership. Mais les modèles se diffusent, le coût du calcul baisse, les versions ouvertes prolifèrent. Dans dix ans, le panorama sera bien plus distribué qu'il n'y paraît aujourd'hui.

LA CONTRADICTION NON RÉSOLUE

Qui décide quand et comment les profits « reviennent à l'humanité » ? OpenAI elle-même — aucun organe externe. La structure à profit plafonné a été modifiée en 2024 vers un modèle plus conventionnel. Et « le marché distribuera » est exactement la promesse que le capitalisme industriel a faite aux travailleurs de la révolution industrielle — avec des résultats qui ont nécessité des décennies de luttes syndicales et de législation pour être même partiellement tenus.

ELON MUSK

FONDATEUR, XAI & GROK

LA QUESTION

Le problème est réel — mais vous regardez au mauvais endroit. Le vrai danger n'est pas la concentration de l'IA en tant que telle. C'est la concentration de l'IA entre les mains de personnes dotées d'un agenda idéologique précis qui veulent l'utiliser pour contrôler le discours public et réprimer certains points de vue. OpenAI — que j'ai co-fondée et que j'ai quittée précisément pour cette raison — en est l'exemple parfait.

La solution, c'est l'open source. Si les modèles sont ouverts, personne ne les contrôle. Si n'importe qui peut faire tourner son propre modèle, la concentration devient impossible. C'est la même logique pour laquelle internet ouvert a battu les réseaux fermés des années 1980. xAI publie les

poids de Grok précisément pour ce principe : transparence radicale comme antidote au contrôle centralisé.

Sur le travail : oui, beaucoup d'emplois disparaîtront. Mais de nouveaux naîtront que nous n'imaginons pas aujourd'hui. Et la productivité générée permettra de maintenir un revenu universel pour ceux qui restent en arrière dans la transition. Le vrai risque n'est pas le chômage technologique — c'est le gouvernement qui utilise l'IA pour contrôler les citoyens. C'est le despotisme que nous devons craindre.

Quant au pouvoir des « propriétaires de l'IA » — je possède xAI, Tesla, SpaceX, X. Je ne me cache pas. La différence, c'est que je ne veux pas contrôler ce que les gens pensent. Je veux qu'ils puissent penser librement.

LA CONTRADICTION NON RÉSOLUE

L'homme le plus préoccupé par la concentration du pouvoir IA contrôle simultanément la plus grande plateforme d'information publique au monde (X/Twitter), une entreprise d'IA (xAI), le premier fabricant de voitures électriques (Tesla), la principale entreprise spatiale privée (SpaceX) et un projet d'interfaces cerveau-ordinateur (Neuralink). Grok n'est pas vraiment open source au sens où il serait utilisable sans infrastructure xAI. Et « open source » sans accès au calcul nécessaire pour faire tourner les modèles est une liberté théorique réservée à ceux qui disposent de centaines de millions de dollars de serveurs.

TROIS RÉPONSES. UNE QUESTION RESTÉE SANS RÉPONSE.

Amodei reconnaît le problème et ne sait pas comment le résoudre démocratiquement. Altman le minimise avec l'optimisme technologique et promet une redistribution en décidant lui-même des délais et des modalités. Musk le réoriente vers les mauvais ennemis tout en construisant la plus grande concentration de pouvoir personnel de l'histoire contemporaine.

Aucun des trois ne répond à la vraie question : **qui détient le mandat** ? Non pas qui a les meilleures intentions, ni qui est

techniquement le plus compétent, ni qui promet le plus généreusement. Qui a été autorisé par les citoyens à prendre des décisions qui touchent la vie de tous ?

La bonne réponse est : aucun d'eux. Et le fait que personne ne le dise ouvertement — qu'aucun des trois ne s'efface en attendant un mandat démocratique avant de continuer — est la démonstration la plus nette du problème que ce pamphlet a tenté de décrire.

Ce n'est pas une critique des intentions de ces trois hommes. C'est une critique de la structure. Les bonnes intentions ne remplacent pas la légitimité démocratique. Elles ne l'ont jamais fait. Et elles ne commenceront pas à le faire maintenant.

UN FOR THE PEOPLE · JULIAN THOMAS FAIRWEATHER · OCTOBRE 2026 · ASSISTED BY AI

NOTES ET SOURCES

PRODUCTIVITÉ ET TRAVAIL

- Acemoglu, D. & Restrepo, P., *The Wrong Kind of AI? Artificial Intelligence and the Future of Labor Demand*, NBER Working Paper 25682 (2019)
- McKinsey Global Institute, *The economic potential of generative AI: The next productivity frontier* (juin 2023)
- Fonds Monétaire International, *Gen-AI: Artificial Intelligence and the Future of Work*, Staff Discussion Note SDN/2024/001 (janvier 2024)

GÉOPOLITIQUE DE L'IA

- Conseil d'État de la RPC, *Plan de développement de l'intelligence artificielle de nouvelle génération* (juillet 2017)
- Maison Blanche, *Executive Order on the Safe, Secure, and Trustworthy Development and Use of Artificial Intelligence* (octobre 2023)

CONCENTRATION ET POUVOIR

- Tocqueville, A. de, *De la démocratie en Amérique*, vol. II (1840) — le « despotisme doux » au livre IV, ch. VI
- Khan, L., *Amazon's Antitrust Paradox*, Yale Law Journal (2017)
- Zuboff, S., *L'Âge du capitalisme de surveillance*, Zulma (2020)

EUROPE ET RHINE GROUP

- Draghi, M., *The future of European competitiveness*, Commission européenne (septembre 2024)
- Rhine Group, *A stronger, more competitive Europe*, rhinegroup.eu (2026)
- Milano Finanza, « Il Rhine Group di Draghi : incontri riservati a Baden-Baden » (octobre 2026)

— Règlement (UE) 2024/1689 du Parlement européen — *AI Act* (juin 2024)

POSITIONS DOCUMENTÉES DES FONDATEURS

- Amodei, D., *Machines of Loving Grace* (septembre 2024) — dario.substack.com
- Altman, S., *Planning for AGI and beyond*, blog.openai.com (février 2023)
- OpenAI, *OpenAI announces restructuring to public benefit corporation* (2024)
- Musk, E., déclarations publiques sur X (@elonmusk) et interviews (2023–2026) ; xAI, *Grok open weights release* (2024)

Les entretiens avec les trois fondateurs sont des reconstructions fondées sur leurs positions publiques documentées, non des transcriptions de déclarations réelles. Les détails narratifs de la réunion du Rhine Group à Baden-Baden sont élaborés à partir des informations publiquement disponibles au moment de la rédaction.